

STATEMENT DISCOURS



86/37

Notes pour une allocution
du Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
à un déjeuner offert par
la Chambre de commerce
d'Edmonton le 16 juin 1986

OTTAWA

Le 18 juin 1986

Vendredi dernier, j'ai présidé une réunion des représentants de l'industrie, des syndicats et des gouvernements qu'intéresse la question des mesures de compensation américaines. La réunion ayant eu lieu à Vancouver, Adam Zimmerman, président du Conseil canadien des industries forestières, a émis l'hypothèse que j'en avais décidé ainsi pour être le plus près possible de High River. Ce n'était qu'une demie-vérité car, en fait, ce choix est conforme à la stratégie innovatrice du gouvernement qui a décidé de traiter des affaires de l'État dans les diverses régions du pays et non plus seulement à Ottawa.

C'est pourquoi les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, dont la réunion du printemps a lieu tous les seize ans au Canada, viennent tout juste de se rencontrer à Halifax. La Conférence du Commonwealth aura lieu à Vancouver et le Sommet de la francophonie se tiendra à Québec. Les conférences formelles des Premiers ministres ont eu lieu à Regina puis à Halifax. L'année dernière, M. George Shultz et moi-même avons tenu notre réunion d'automne habituelle à Calgary, et non pas à Ottawa.

En agissant ainsi, nous évitons de réduire le pays à sa seule capitale. Nous avons d'ailleurs promis aux électeurs canadiens de lutter contre le sentiment de division qui règne au pays. On ne doit pas oublier que, lorsque le Premier ministre Mulroney a rencontré le Premier ministre Lévesque à Québec en novembre 1984, le drapeau canadien flottait sur l'Assemblée nationale du Québec pour la première fois depuis près de huit ans. De même, tandis que le Programme énergétique national était tout simplement considéré comme une mauvaise politique à Toronto, les gens de l'Ouest y voyaient une preuve de l'hostilité d'Ottawa à leur égard. Ces divisions étaient profondes. Pour les surmonter, nous avons dû démontrer de façon soutenue que nous formons un pays uni et solidaire. Dans cette optique, la tenue de manifestations nationales partout au pays et le soutien accordé par les onze Premiers ministres aux négociations commerciales canado-américaines témoignent, l'une symboliquement, l'autre beaucoup plus concrètement, de cette unité.

Toutes ces remarques ont pour but de souligner que notre gouvernement a été élu pour modifier l'orientation de notre politique nationale et non pas uniquement certains de ses aspects. C'est ce que nous faisons au chapitre des relations avec les provinces, de la réduction du déficit, de la privatisation, du groupe de travail Nielsen et, bien sûr, du commerce. Nous subissons évidemment des échecs, dont certains ont été assez retentissants. Mais nous réussissons peu à peu à changer les vieilles habitudes et les attitudes qui ne servent plus l'intérêt national.

Il me vient à l'esprit que si je vous avais parlé de renforcer l'Alberta et le Canada il y a trois ans, j'aurais proposé d'abolir le Programme énergétique national, de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, de réduire le déficit, d'améliorer les relations entre Ottawa et les provinces et de prendre conscience de nos problèmes et de nos perspectives d'avenir en ce qui concerne le commerce international.

Il n'est plus nécessaire de parler de ces différents objectifs. Le déficit fédéral est inférieur de plusieurs milliards de dollars à ce qu'il aurait été sous l'ancien régime. Le PEN et l'AEIE sont choses du passé. Les Premiers ministres, malgré leurs divergences d'opinion couramment rapportées, ont convenu de s'engager ensemble dans les négociations commerciales canado-américaines. On ne peut sous-estimer l'importance de ces réalisations. Elles reflètent un changement fondamental dans la politique nationale canadienne, changement particulièrement important pour l'Alberta qui a énormément souffert des politiques que nous avons mises de côté.

En ce qui concerne l'Alberta, l'ironie du sort veut qu'au moment même où nous commençons à appliquer des politiques nationales favorisant sa croissance, de nouveaux problèmes assaillent nos industries de base - l'énergie, l'agriculture et, à présent, le bois. Ces problèmes sont complexes et certains d'entre eux nécessiteront l'intervention des gouvernements provinciaux et fédéral. C'est pourquoi le Premier ministre annonçait à la fin d'avril de nouvelles initiatives fédérales dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture. Nous avons augmenté le prix du blé sur le marché intérieur, aboli les taxes sur le diesel et l'essence pour les agriculteurs, gelé les frais de transport à leur niveau actuel pour les producteurs et modifié l'impôt sur les revenus du pétrole et du gaz. Nous étudions d'autres mesures relatives à ces deux secteurs et nous attendons avec impatience que les gouvernements provinciaux fassent leur part dans leur domaine de juridiction.

Il devient cependant de plus en plus évident qu'un grand nombre de solutions exigent une action internationale. La politique étrangère n'est plus tellement étrangère. Prenons le cas de l'agriculture.

Les fermiers canadiens sont parmi les plus productifs au monde. Leur productivité s'est accrue de façon spectaculaire. Sans que le territoire agricole ne se soit vraiment accru, nos agriculteurs produisent aujourd'hui cinq fois plus de nourriture qu'en 1940, et à un coût unitaire

inférieur. Près de la moitié de notre production est exportée. Les produits agricoles constituent plus de 8 % de nos exportations totales - plus que le papier journal, que le pétrole brut, que les produits du pétrole et du charbon réunis, et que les pièces des véhicules automobiles si nous excluons les moteurs.

L'industrie est toutefois aux prises avec de sérieuses difficultés. L'une des causes majeures de ces difficultés est la guerre commerciale que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis dans le domaine agricole. Une guerre de subventions où tout le monde est perdant, y compris, de façon dramatique, les agriculteurs et les consommateurs canadiens.

La Politique agricole commune de la Communauté européenne prévoit un généreux système de soutien des prix pour les producteurs, le contrôle des importations et des subventions directes à l'exportation des surplus. L'an dernier, en excluant les programmes propres à chaque pays, la Communauté a dépensé environ 13 milliards de dollars en subventions agricoles pour le stockage et pour l'exportation des surplus.

La riposte des États-Unis est aussi coûteuse. Ils ont engagé des sommes énormes pour récupérer leur part du marché. Le Farm Bill a été voté en 1985. Les subventions prévues à l'exportation étaient d'abord destinées à déloger les exportations européennes, mais le financement systématique a touché le commerce agricole de tous les pays.

La situation a des conséquences évidentes pour le Canada. Les chiffres des subventions accordées à la production du blé parlent d'eux-mêmes. Les producteurs de blé canadiens reçoivent 34 \$ US la tonne en aide gouvernementale; les agriculteurs américains reçoivent environ 75 \$ la tonne; et les agriculteurs de la Communauté européenne reçoivent pour leur part 94 \$ US la tonne.

C'est donc dire que l'agriculteur de High River reçoit en aide gouvernementale la moitié de ce que son concurrent du Nord Dakota reçoit et seulement le tiers de ce qui est accordé aux agriculteurs européens.

Que peut faire le Canada? En réalité, nous n'avons pas les moyens d'offrir des subventions aussi généreuses, mais nous ne pouvons laisser les agriculteurs canadiens devenir les victimes innocentes d'une guerre commerciale agricole.

Nous accordons un soutien aux agriculteurs pour les aider à traverser la crise actuelle tout en oeuvrant au niveau international pour mettre un peu de logique dans le commerce agricole. L'an dernier, le gouvernement fédéral a accordé près de 1,5 milliard de dollars aux agriculteurs de l'Ouest dans le cadre, entre autres, du Programme d'aide au transport des céréales fourragères, du Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest, de l'Assurance-récolte, de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. Les gouvernements provinciaux font également leur part.

Toutefois, notre devoir consiste clairement à mettre fin à l'escalade des subventions agricoles avant de drainer complètement le Trésor ou avant que les fermiers canadiens ne perdent tous leurs avantages concurrentiels.

Nous nous employons donc au niveau international à briser le cercle vicieux des subventions.

Le mois dernier, M. John Wise s'est rendu à Bruxelles et à Washington pour exhorter ses homologues à s'entendre. M. Charlie Mayer a pour sa part demandé une réunion des ministres des États-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et de la Communauté européenne, qui sont les cinq principaux exportateurs de céréales au monde.

Lors de la réunion ministérielle de l'OCDE au printemps, il a été décidé de procéder à une étude objective des conséquences qu'ont les mesures de protection de l'agriculture. Malgré l'importance de cette étude de l'OCDE, nous craignons de ne pouvoir en attendre les résultats car le temps presse.

Avant de se rendre au Sommet de Tokyo, le Premier ministre Mulroney a convoqué une réunion des principaux représentants de l'agriculture canadienne. Il a ensuite abordé la question des subventions agricoles au Sommet et exposé à ses homologues l'inconséquence dont ils font preuve en plaidant d'une part en faveur du libre-échange et en adoptant d'autre part des mesures protectionnistes dans le domaine agricole. Chose étonnante, la question de l'agriculture a dominé le Sommet. Chaque pays membre a reconnu qu'il fallait mettre un terme à la surenchère des subventions et que nous devons à cette fin agir de concert.

Pour la première fois dans l'histoire des sommets économiques, la question de l'agriculture était traitée en profondeur. Nous entendons donner suite à l'initiative prise par le Premier ministre à Tokyo. Je dirigerai la délégation canadienne à la réunion ministérielle du GATT en

septembre en Uruguay, et l'agriculture sera en tête de l'ordre du jour du Canada aux prochaines négociations. Nous voulons nous assurer d'obtenir l'appui d'autres pays, développés et en développement, concernant le caractère prioritaire de cette question.

Toutefois, les négociations du GATT n'auront rien de facile et je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Les problèmes sont peut-être évidents, mais nous devons renforcer la volonté politique de les résoudre. Pour que les problèmes soient pris en considération aux plus hauts paliers politiques, j'envisage, entre autres, de proposer la formation d'un petit groupe international de spécialistes qui aurait pour mandat de procéder rapidement à une analyse objective et indépendante des subventions agricoles et des barrières douanières, de proposer des remèdes et de nous en faire rapport.

Je souhaiterais qu'en mettant en lumière l'importance et la nature des différentes subventions et mesures protectionnistes qui influent sur le commerce agricole, ainsi que les politiques nationales dont elles découlent, ce rapport serve de catalyseur aux travaux. Un pays isolé ne peut interrompre le cycle des subventions. Mais un pays comme le Canada peut promouvoir une réforme internationale dans ce secteur, comme nous l'avons fait dans d'autres domaines.

Ce soir, le Premier ministre expliquera pourquoi le gouvernement considère qu'il est de la plus haute importance de recouvrer nos forces dans le domaine du commerce international.

Que le commerce soit essentiel à la croissance est particulièrement vrai en ce qui concerne le Canada. Et pourtant, au cours des dix dernières années, nous n'avons cessé de perdre du terrain à cet égard. Tandis que les autres pays ont amélioré leur productivité et sont devenus plus concurrentiels, nous avons rapatrié une constitution, créé une Agence d'examen de l'investissement étranger et un Programme énergétique national. Nous devons maintenant rattraper le temps perdu et c'est ce que notre gouvernement est en train de faire partout dans le monde.

En Asie, nous ouvrons de nouveaux bureaux commerciaux - à Osaka, à Bombay, à Shanghai et à Auckland. Le Premier ministre revient tout juste d'un voyage en Chine, en Corée et au Japon où il a fortement encouragé l'achat de produits et de services canadiens. J'ai fait de même en Europe, au Moyen-Orient, en Inde et au Pakistan. Nous avons obtenu l'admission du Canada au G-7 élargi, le groupe de

planification des politiques monétaires internationales. Nous discutons avec les Européens sur les modalités d'une participation du Canada au programme Eureka. Et bien sûr, nous négocions actuellement avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis, afin de conserver nos marchés et de créer de nouveaux débouchés pour les Canadiens.

Le protectionnisme croissant des États-Unis suscite certaines craintes au Canada. Ces craintes sont justifiées et les Canadiens ont le droit d'exiger de leur gouvernement qu'il mette au point un meilleur système. Pendant des mois, nous n'avons cessé de lancer des mises en garde au sujet de la vague protectionniste qui déferle aux États-Unis. Les Canadiens sont maintenant directement touchés par cette réalité. Le système actuel ne fonctionne pas dans l'intérêt du Canada. Il doit être modifié. L'institution de droits compensateurs à l'égard des bardeaux n'est que l'exemple le plus récent. Les protectionnistes américains ont également porté leur attention sur le porc, le poisson de fond, les framboises, le sel marin et, plus récemment, sur le bois d'oeuvre et les fleurs coupées.

La liste est interminable. La situation est d'autant plus sérieuse que le Congrès menace constamment de voter unilatéralement des lois commerciales restrictives. Nous savons que la Chambre des représentants a approuvé de façon écrasante un important projet de loi relatif au commerce qui, s'il prenait force de loi, modifierait de façon considérable la loi américaine relative au commerce et aurait des répercussions directes sur le commerce canadien.

Ces problèmes ne découlent pas des négociations canado-américaines sur le commerce. Ils sont en fait la raison d'être de ces négociations.

S'il nous faut protéger les marchés et les emplois que nous possédons actuellement, nous avons également l'occasion d'accéder à de nouveaux emplois, à de nouveaux marchés, et à de nouvelles façons de démontrer que le Canada est de taille à concurrencer les meilleurs au monde.

Nous parlons souvent du village global. Il ne s'agit pas là d'une idée abstraite ou d'une injonction morale. C'est dans ce village global que le Canada doit se montrer concurrentiel.

À long terme, il se peut que la libéralisation du commerce ait surtout pour mérite d'inciter l'industrie canadienne, particulièrement le secteur manufacturier, à se mesurer à la concurrence internationale, au pays et à l'étranger.

En outre, l'accord que nous recherchons offrirait à un grand nombre de producteurs canadiens l'occasion unique d'accéder à un marché de quelque 240 millions de personnes, le marché le plus riche au monde. Nous pourrions alors rationaliser notre production et nous spécialiser dans la production efficace, sur une grande échelle, de produits hautement concurrentiels sur le marché mondial.

Bien sûr, cela ne va pas sans risques. Toute grande entreprise politique en comporte. Mais nous risquons davantage à nous accrocher à des politiques désuètes pendant que les forces du protectionnisme détruisent les marchés que nous possédons encore.

M. le Président, le père de mon père est arrivé dans cette province au début du siècle. En 1905, l'année où l'Alberta est née, il a lancé un journal hebdomadaire à High River. Vendredi soir dernier, son arrière petite-fille et moi-même sommes allés visiter ma mère dans la maison qu'il a construite en 1908, sur la vieille piste de Macleod. Cette maison était alors située à un mille de la ville. Elle est aujourd'hui entourée d'autres maisons et c'est là le moindre des changements qui ont touché cette province et ce pays.

Nous avons construit un pays fort et respecté. Nous y sommes parvenus grâce à l'immensité de notre territoire et à notre ouverture d'esprit - que l'on songe aux océans Atlantique, Pacifique et Arctique qui communiquent entre eux; à notre hospitalité à l'égard de toutes les races et de toutes les nationalités, y compris les réfugiés de l'Europe, de l'Amérique centrale et de la mer de Chine, ainsi que les esclaves fugitifs. Quels que soient les doutes que certains nourrissent ici, le nom et l'image du Canada sont connus et respectés dans les plus grandes capitales et les plus petits villages du monde.

L'arrière grand-père de Catherine n'est pas vraiment venu de son plein gré. Il a quitté l'Ontario pour des raisons économiques et est venu chercher la prospérité ici. Telle est notre histoire. C'est en continuant à être ouverts au monde que les Canadiens pourront honorer leur passé et assurer leur avenir.